

Communiqué de presse

Grève illimitée au CHU de Brazzaville : entre revendications légitimes et inertie des autorités, le droit à la santé à rude épreuve



Brazzaville le 12 mai 2020. Depuis plusieurs années, les conditions de travail au Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHU-B), le plus grand hôpital du pays, se dégradent. Le Centre d'Actions pour le Développement (CAD) exprime sa vive préoccupation concernant la situation en ce moment au CHU-B, marquée par une grève illimitée dans tous les services depuis ce lundi 10 mai 2021.

Notre organisation redoute que cette grève ait des effets désastreux sur les malades internés et sur la population qui, frappée par la pauvreté, ne soit pas à même d'aller dans des centres privés où les tarifs ne sont pas accessibles à tous.

En effet, en dépit des démarches des travailleurs du CHU-B auprès des pouvoirs publics pour demander le paiement de leurs salaires ainsi que l'amélioration des conditions de travail, il est décevant de constater l'incapacité des autorités congolaises pour ce qui est de satisfaire les aspirations légitimes des travailleurs de cet hôpital.

Déjà en situation normale, le CHU-B éprouve de sérieuses difficultés pour garantir aux patients des soins de qualité. **Aujourd'hui, avec un service minimum, des milliers d'individus seront privés du droit à la santé. Il faut craindre l'hécatombe en cette période de pandémie de covid-19.** La situation est encore plus complexe dans un contexte de Gouvernement provisoire, chargé d'évacuer les affaires non essentielles¹ jusqu'à la mise en place de la nouvelle équipe gouvernementale.

Selon des témoignages recueillis ce matin par le CAD, certains malades sont déjà en train d'être libérés par manque de médecins et sous prétexte que leurs états de santé seraient moins alarmants, ce qui n'est pas rassurant. Il est urgent de prendre au sérieux les revendications des travailleurs du CHU-B pour éviter aussi la saturation des hôpitaux secondaires et épargner des vies humaines.

Dans cette optique, le CAD estime que le Président de la République doit sortir de son silence pour annoncer des mesures concrètes afin de rassurer non seulement les grévistes mais aussi l'ensemble de la population. Un dialogue franc et sans condition avec les syndicats représentatifs est essentiel afin de trouver une solution rapide à cette crise.

¹ Le 5 mai 2021, le Premier Ministre chef du Gouvernement a remis sa démission ainsi que celle du Gouvernement.